

Cote du document: EB 2018/LOT/P.21
Date: 22 novembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Mémoire du Président

Proposition de prêt additionnel à la République de Cabo Verde pour le Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Benoît Thierry

Chargé de programme de pays de la
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +221 77 450 94 58
courriel: b.thierry@ifad.org

Pascal Kabore

Chargé d'appui au programme de pays
téléphone: + 221 33 859 67 58
courriel: p.kabore@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte et description du programme	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être et justification du financement additionnel	2
B. Description du programme initial	3
C. Description des activités et des avantages escomptés	3
D. Résumé des avantages et analyse économique: programme initial et programme additionnel	5
E. Performance de l'exécution du programme	6
F. Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique	7
III. Suivi et évaluation	7
IV. Coût et financement du programme	8
V. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	10
VI. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement du programme	11
VII. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VIII. Recommandation	11

Appendices

I. Updated Logical Framework Incorporating Additional Financing	1
II. Risks of implementing the additional financed activities and mitigation measures	3

Sigles et acronymes

ACD	Association communautaire de développement
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
COSOP-AR	Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats
CRP	Commission régionale de partenaires
PESEC	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA
POSER	Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales
SGRO	Système de gestion des résultats opérationnels
UCP	Unité de coordination du programme

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de Cabo Verde
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'environnement
Coût total du programme:	36,9 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA:	7,3 millions de DTS (équivalent approximativement à 11 millions d'USD) 2,9 millions de DTS (équivalent approximativement à 4 millions d'USD) au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
Conditions du prêt initial du FIDA:	Conditions particulièrement favorables
Montant du financement additionnel (prêt du FIDA):	4,5 millions de DTS (équivalent approximativement à 6,3 millions d'USD)
Conditions du financement additionnel (prêt du FIDA):	Mixtes
Cofinancier:	Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol)
Montant du cofinancement:	9,5 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	5 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,1 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel à la République de Cabo Verde pour le Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales, telle qu'elle figure au paragraphe 48.

Proposition de prêt additionnel à la République de Cabo Verde pour le Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales

I. Contexte et description du programme

1. Le Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales (POSER) a été approuvé en septembre 2012 par le Conseil d'administration du FIDA, pour un montant initial de 25,6 millions d'USD, y compris un prêt du FIDA de 11 millions d'USD réparti sur deux cycles du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) durant les Huitième et Neuvième reconstitutions des ressources du FIDA. À la demande du gouvernement, un financement additionnel de 4 millions d'USD a été approuvé en 2016 par le Conseil d'administration du FIDA dans le cadre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) afin de chercher à répondre à la vulnérabilité croissante du pays aux aléas climatiques, portant à 15 millions d'USD le financement total du FIDA. Le don de l'ASAP a été conçu pour soutenir les avantages des petits exploitants en renforçant leur résilience face aux changements climatiques.
2. Le Conseil d'administration du FIDA est invité à approuver un financement additionnel sous la forme d'un prêt d'un montant total de 4,5 millions de DTS (approximativement 6,3 millions d'USD) à des conditions mixtes, avec un délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans et un taux d'intérêt fixe de 1,25% par an sur le montant de l'encours en principal et d'une commission de service de 0,75% par an à compter de la date d'approbation par le Conseil d'administration. Le financement additionnel proposé est conforme à la note de stratégie de pays 2017-2018¹ et au programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) 2019-2024². Le financement additionnel répond à une requête du gouvernement, qui a demandé au FIDA d'appuyer la consolidation et la reproduction à plus grande échelle des résultats obtenus à ce jour dans les domaines de la mobilisation et de la gestion de l'eau.
3. La consolidation et la reproduction à plus grande échelle des résultats du programme exigeront une prolongation de trois ans de la période d'exécution, portant la date d'achèvement du programme du 31 mars 2019 au 31 mars 2022, et la date de clôture du prêt du 30 septembre 2019 au 30 septembre 2022.

¹ Avec le financement additionnel, le programme sera plus solidement aligné sur la note de stratégie de pays 2016-2018, par le biais de l'objectif stratégique 1: les ressources naturelles sont mobilisées et gérées de manière durable et résiliente face aux changements climatiques; et de l'objectif stratégique 2: les possibilités et les systèmes de production économique productifs et durables sont largement adoptés par les ménages ruraux.

² Le programme sera aligné sur le COSOP-AR 2019-2024, récemment approuvé par le Comité du FIDA chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques. Il contribue à l'objectif stratégique 1: accroître la résilience des populations rurales face aux effets des changements climatiques, en particulier pour ce qui concerne la mobilisation et la gestion de l'eau; et l'objectif stratégique 2: appuyer le développement de filières agricoles et de l'économie locale, sur la base des caractéristiques potentielles et uniques des régions cibles.

L'allocation du financement additionnel interviendra au titre du cycle de financement de la Dixième reconstitution des ressources du FIDA.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être et justification du financement additionnel

4. L'objectif de développement du programme était d'améliorer les revenus des petits exploitants par le biais d'un appui à des microprojets individuels; de bons résultats ont été obtenus en termes de nombre de microprojets financés; d'accroissement de la productivité et de la production; et d'augmentation des revenus des petits exploitants. Étant donné que les investissements dans des microprojets individuels étaient majoritairement consacrés au développement agricole, et que les résultats produits concernaient un nombre restreint de personnes, la durabilité à long terme de ces résultats dépend de la disponibilité de l'eau. Au cours des trois dernières années, le programme a adopté une stratégie orientée sur deux axes, focalisée sur l'appui à un nombre relativement réduit de microprojets individuels présentant une viabilité économique et financière élevée. Il s'est également concentré sur des investissements collectifs et structurants à grande échelle dans les domaines de la mobilisation et de la gestion de l'eau afin de faciliter l'accès à l'eau et de renforcer la durabilité de sa gestion. Cette focalisation de l'exécution vise à aider les bénéficiaires à s'adapter aux changements climatiques et à encourager des investissements progressifs dans des filières agricoles prometteuses, inclusives, et favorables aux pauvres. On s'attend à ce que cette approche induise, avec le temps, un impact socioéconomique significatif et durable. Cette stratégie focalisée sur deux axes a produit des résultats positifs: bien que de portée restreinte, la poursuite de sa mise en œuvre présente un potentiel d'impact significatif si les activités sont consolidées et reproduites à plus grande échelle.
5. Le financement additionnel a pour but de consolider et de reproduire à plus grande échelle les bonnes technologies de mobilisation et de gestion de l'eau déjà testées avec succès dans la composante ASAP du programme et par le Ministère de l'agriculture et de l'environnement. Ces technologies sont notamment: i) la mobilisation de l'eau utilisant une énergie renouvelable, par le biais de pompes solaires et d'autres sources renouvelables; ii) la désalinisation de l'eau; iii) la récupération et le recyclage des eaux usées; iv) une irrigation efficiente. La disponibilité d'eau tout au long de l'année pour le développement des activités agricoles des petits exploitants, et son utilisation efficiente, accélérera la transformation des secteurs de l'agriculture, de l'horticulture et de l'élevage au Cabo Verde. Cela atténuera l'extrême pression que les changements climatiques exercent sur les moyens d'existence ruraux et renforcera leur résilience face aux effets de l'évolution des climats.
6. Aucune allocation n'étant prévue pour le Cabo Verde durant la période de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, ce financement additionnel assurera un relais entre le programme, dont la date d'achèvement prévue à l'origine était le 31 mars 2019, et le programme de suivi, POSER II, qui sera conçu en 2021 avec des ressources de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA, au titre du COSOP-AR 2019-2024 (qui sera présenté à la session de décembre 2018 du Conseil d'administration).
7. Pour le gouvernement, accroître les revenus des petits exploitants ruraux grâce à des investissements dans des microprojets individuels, à des technologies améliorées de mobilisation et de gestion de l'eau, au développement de filières inclusives et favorables aux pauvres, et au renforcement de la résilience des communautés rurales, est un objectif hautement prioritaire, auquel répond le financement additionnel. Ce financement contribuera également à la réalisation du Plan stratégique du gouvernement pour un développement durable 2017-2021.

8. Enfin, le financement additionnel appuiera l'intégration de questions qui n'avaient pas été prises en considération durant la conception du programme, en conformité avec les priorités nationales et les politiques du FIDA, et notamment les pratiques agricoles intelligentes face au climat et la nutrition. En appuyant la production de fruits et de légumes frais dans les jardins, le programme améliorera les régimes alimentaires des bénéficiaires. On développera, à proximité des groupes de jardins, des fermes-écoles pour former les femmes et les jeunes à la production et la transformation des fruits et des légumes.

B. Description du programme initial

9. Le POSER avait été conçu, à l'origine, pour appuyer le Programme national de lutte contre la pauvreté (PNLP). Il couvre sept des neuf îles composant le pays: Brava, Fogo, Maio, Santiago, Santo Antão, São Nicolau, et São Vicente.
10. L'**objectif de développement** du programme est d'améliorer les revenus des petits exploitants et de créer des emplois durables pour les populations rurales pauvres, en particulier les femmes et les jeunes, dans un contexte de changements climatiques, par le biais d'un appui au développement de microprojets individuels.
11. Le **groupe cible** comprend: i) des personnes et des ménages pauvres choisis sur la base de critères établis par les communautés; ii) des femmes rurales pauvres et des femmes chef de ménage; iii) des jeunes pauvres à la recherche d'emplois et ne possédant pas les compétences requises pour saisir les possibilités offertes sur le marché de l'emploi ou créer leurs propres opportunités sous la forme d'un travail indépendant. L'objectif final du programme est d'atteindre 10 957 ménages (approximativement 54 800 ruraux pauvres) vivant dans la zone d'intervention et membres d'associations communautaires de développement (ACD).
12. **Composantes initiales.** Pour atteindre ces objectifs, le programme sera mis en œuvre par le biais de deux composantes techniques: i) fonds pour le financement de plans régionaux de lutte contre la pauvreté; ii) formation, organisation et mise en réseau. À la suite de l'approbation du financement de l'ASAP, en 2016, une nouvelle composante technique a été ajoutée, pour appuyer l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques³.

C. Description des activités et des avantages escomptés

13. Les activités à appuyer par le financement additionnel sont les mêmes que celles qui figuraient dans la conception initiale du programme, mais elles ont fait l'objet d'adaptations durant l'exécution, en coopération avec le gouvernement à la suite de l'examen à mi-parcours. Elles reflètent les priorités actuelles du gouvernement, et notamment une plus forte focalisation sur le développement de filières favorables aux pauvres, inclusives et durables, et sur la résilience face aux changements climatiques. Le financement additionnel contribuera à: i) consolider les résultats et reproduire à plus grande échelle les activités du programme axées sur la mobilisation et la gestion de l'eau, y compris les technologies testées avec succès dans le cadre du programme et par le Ministère de l'agriculture et de l'environnement. La disponibilité d'eau tout au long de l'année pour le développement des activités agricoles des petits exploitants accélérera la

³ La composante 1 comporte les objectifs suivants: i) appui aux Commissions régionales de partenaires (CRP) et aux ACD; ii) cofinancement de microprojets identifiés par les ACD et validés par les CRP; iii) mise en place d'un fonds renouvelable à réinvestir dans les communautés par le biais de microprojets individuels, afin de garantir la durabilité du mécanisme de financement. La composante 2 a pour objectif l'établissement d'un réseau d'ACD et de CRP, et de renforcer les capacités des membres. La composante 2 appuie la composante 1 en renforçant et en consolidant les ACD et les CRP. La composante 3 a pour objectifs le renforcement de la résilience des ménages ruraux face aux effets des changements climatiques, spécialement par le biais de la promotion de technologies améliorées de mobilisation et de gestion de l'eau, et l'aménagement des bassins versants pour améliorer l'infiltration de l'eau dans les sols et lutter contre l'érosion.

transformation des secteurs de l'agriculture, de l'horticulture et de l'élevage au Cabo Verde, compte tenu de l'extrême pression que les changements climatiques exercent sur les moyens d'existence ruraux, et renforcera par conséquent la résilience des petits exploitants face aux impacts des changements climatiques.

14. Les trois composantes techniques demeureront les mêmes avec le financement additionnel.

Composante 1: Fonds de financement des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté. Les membres des ACD ont répertorié 26 projets d'investissements structurants, en collaboration avec les directions régionales du Ministère de l'agriculture et de l'environnement sur les îles de Brava, Fogo, Maio, Santiago Centro, Santiago Norte, Santiago Sul, Santo Antão, São Nicolau et São Vicente. Ces projets devraient bénéficier à environ 5 000 petits exploitants, pour un coût de 4,8 millions d'USD. Cette composante appuie: i) le cofinancement des investissements du programme; ii) les équipes techniques régionales pour assurer la planification et l'exécution des activités du programme; iii) le renforcement des capacités des bénéficiaires en termes de gestion et de pérennisation des investissements du FIDA. Les critères de sélection comprennent notamment: i) les complémentarités avec les initiatives en cours et la possibilité de les reproduire à plus grande échelle; ii) le potentiel d'achèvement des travaux dans les délais prévus; iii) la pertinence pour le groupe cible du FIDA. Ces projets d'investissement sont axés sur l'amélioration de la mobilisation et de la gestion de l'eau à usage agricole, y compris l'élevage; et sur l'appui au développement de filières inclusives et favorables aux pauvres.

Dans le cadre de cette composante, les investissements concerneront deux domaines. Le premier – amélioration de la mobilisation et de la gestion de l'eau à usage agricole, y compris l'élevage – concerne: i) la mobilisation de l'eau à usage agricole utilisant des énergies renouvelables (pompes solaires, etc.); ii) l'expansion de l'irrigation goutte à goutte pour améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau; iii) l'appui à deux initiatives pilotes de désalinisation de l'eau de mer, en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Le second domaine – appui au développement de filières inclusives et favorables aux pauvres – concerne: i) le transport, la transformation et la commercialisation, en mettant l'accent sur les filières agricoles clés, inclusives et favorables aux pauvres, choisies par les parties prenantes régionales; ii) l'infrastructure et les équipements coopératifs pour la capture, la transformation et la conservation du poisson, en utilisant des sources d'énergie renouvelable.

Composante 2: Formation, animation et mise en réseau. Afin de faciliter l'adoption et l'utilisation accélérées des technologies de la composante 1, la deuxième composante met l'accent sur le renforcement des capacités locales. Le renforcement des capacités des agriculteurs et des associations communautaires en matière de gestion technique et financière figure parmi les principales activités. Le but est de faire en sorte que les producteurs maîtrisent les techniques culturales améliorées, afin d'accroître de façon significative la productivité et d'améliorer l'efficacité de leurs exploitations et de leurs entreprises agroalimentaires pour en assurer la rentabilité. La composante renforce également la capacité des prestataires de services de conseil agricole, afin qu'ils puissent fournir, de manière professionnelle, des services de qualité élevée aux agriculteurs. Enfin, cette composante facilite l'appui aux neuf CRP afin de consolider leur réseau et simplifier les échanges entre elles.

Composante 3: Appui à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques. Afin de renforcer la résilience du pays face aux changements climatiques, et celle des petits exploitants à l'effet de ces changements dans les zones d'intervention du programme, le financement

additionnel renforcera les activités ayant pour but d'améliorer la mobilisation et la gestion de l'eau à usage agricole; de protéger les bassins versants; et d'améliorer l'infiltration de l'eau dans le sol. À cet effet, le programme installera et améliorera le réseau de distribution d'eau à partir de puits de forage et de réservoirs sur les parcelles des paysans. En collaboration avec l'Institut National de Météorologie et Géophysique, le programme appuiera la création de stations d'eau à usage agricole pour le suivi des informations météorologiques, en particulier dans les îles de Brava, Fogo et São Nicolau.

15. Le financement additionnel appuiera le suivi de la recommandation de l'examen à mi-parcours visant à améliorer le ciblage des jeunes afin de tirer des bénéfices accrus des activités du programme par le biais de microprojets économiques individuels, notamment dans les domaines de la production agricole hydroponique, de la commercialisation et du renforcement des filières, et de la mise en place d'un système de commercialisation et de transformation pour les produits de l'agriculture et de l'élevage. Il renforcera également la création d'un fonds renouvelable pour le réinvestissement dans des microprojets individuels et renforcera les liens entre la composante 1 – le fondement du programme – et la composante 2.
16. **Zone géographique:** les activités appuyées au titre du financement additionnel seront exécutées dans les sept îles déjà couvertes par le programme. Seront ainsi appuyées la consolidation et la reproduction à plus grande échelle des bonnes technologies de mobilisation et de gestion de l'eau, testées avec succès dans la composante ASAP du POSER et par le Ministère de l'agriculture et de l'environnement. Il s'agit notamment: i) de la mobilisation de l'eau par le biais de pompes solaires et d'énergies renouvelables; ii) de la désalinisation de l'eau; iii) de la récupération et du recyclage des eaux usées; iv) d'une irrigation efficiente.
17. Les **groupes cibles** demeurent les mêmes: le financement additionnel apportera des avantages directs à approximativement 5 000 petits exploitants, par le biais d'activités d'un coût de 4,8 millions d'USD.
18. **Appui aux politiques.** Grâce au financement additionnel, le POSER appuiera le gouvernement dans les domaines de la concertation sur le développement local, de l'énergie renouvelable, de la résilience et de la tarification de l'eau à usage agricole.

D. Résumé des avantages et analyse économique: programme initial et programme additionnel

19. L'un des principaux avantages escomptés du programme initial était une augmentation des revenus agricoles des ménages ruraux, en particulier des jeunes bénéficiaires, grâce au développement de microprojets. L'analyse économique et financière entreprise au cours de l'examen à mi-parcours a montré que: i) pour les projets axés sur les cultures, l'irrigation goutte à goutte, l'irrigation goutte à goutte sous abri (serres) et l'agriculture hydroponique ont un taux de rentabilité interne de 37% à 44%; ii) les rapports coûts/avantages vont de 1,19 (irrigation goutte à goutte) à 1,37 (irrigation goutte à goutte sous abri); iii) les taux de rentabilité internes sont légèrement inférieurs pour les projets d'élevage par rapport aux projets axés sur les cultures; iv) le taux de rentabilité interne varie de 12% pour l'engraissement du poulet et du porc à 31% pour les porcelets; v) la production d'œufs et de bovins laitiers présente un ratio de coûts de 1,07 et de 1,38 respectivement; vi) pour les projets de pêche, le taux de rentabilité interne pour un bateau de 8 mètres est de 203%, avec un rapport coûts/avantages de 2,013.
20. L'augmentation des revenus agricoles des ménages ruraux, en particulier des jeunes bénéficiaires de microprojets, figurait aussi parmi les principaux avantages

attendus du financement additionnel. En outre, l'accès à l'eau tout au long de l'année, rendu possible par des investissements importants dans la mobilisation et la gestion de l'eau utilisant des technologies améliorées, testées et validées en regard des conditions climatiques, augmentera durablement les revenus des petits exploitants. L'accroissement de la valeur ajoutée et l'amélioration des débouchés commerciaux contribueront à accroître encore les revenus des petits exploitants. L'analyse économique et financière globale indique que le financement additionnel de ce programme est rentable, générant une valeur actuelle nette de 1,5 million d'USD et un taux de rentabilité économique interne de 14,1%. Il convient également de noter que l'analyse globale a été bâtie sur des hypothèses prudentes et que plusieurs autres avantages n'ont pas pu être quantifiés, tels que l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (et donc de la santé humaine) et les effets de contagion sur les autres populations rurales. L'analyse globale ne rend toutefois pas compte des dommages de plus en plus fréquents que subissent les moyens d'existence agricoles du fait des catastrophes liées au climat.

E. Performance de l'exécution du programme

21. L'évaluation réalisée lors de l'examen à mi-parcours du POSER et les missions de supervision ont montré que le programme a obtenu un certain nombre de bons résultats dans différents domaines.
22. **Amélioration de la sécurité alimentaire et augmentation des revenus.** Le POSER a touché 9 908⁴ ménages ruraux pauvres et vulnérables, en majorité des jeunes, représentant 90% de la cible de 10 957 personnes visée, par le biais de l'appui et du financement de 505 microprojets individuels. Parmi ces microprojets, 43 concernaient des services de base et 462 des microprojets économiques. Grâce à l'appui du programme, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages et les revenus se sont considérablement améliorés. De plus, les actifs des ménages en termes d'amélioration des logements et d'augmentation du nombre d'animaux (poules, chèvres, moutons, porcs et bovins) ont considérablement augmenté, renforçant ainsi la résilience des petits exploitants.
23. **Amélioration du capital social.** Le programme a formé 3 400 paysans aux bonnes pratiques et technologies améliorées sur les plans agricole et agronomique, et 600 éleveurs aux bonnes pratiques de production animale. Approximativement 27 000 personnes ont bénéficié de services fournis par le programme dans divers domaines. Le POSER a sensiblement accru les capacités des CRP et des ACD, mettant ainsi les CRP en mesure de jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre la pauvreté rurale. Pour ce qui concerne les ACD, le renforcement de leurs capacités leur a permis de devenir des acteurs clés dans la mobilisation des communautés locales.
24. **Plus grande valeur ajoutée.** Pour les petits exploitants, l'appui du POSER a amélioré l'accès au marché, grâce à la construction et la remise en état de 54 installations de marché, de 51 installations de transformation, et de dix puits.
25. **Amélioration de la résilience.** Prenant en compte l'intérêt croissant du gouvernement pour la résilience dans le secteur de l'agriculture, le POSER a apporté son appui aux travaux des pouvoirs publics dans les domaines de l'irrigation et de l'amélioration de la gestion de l'eau à usage agricole. Approximativement 215 hectares de terres agricoles ont été irrigués ou remis en état, avec l'appui du programme, pour l'infrastructure en rapport avec l'eau.
26. **Amélioration de l'accès aux services de base.** Le POSER a appuyé la construction de 43 installations éducatives et sanitaires, améliorant ainsi la fréquentation scolaire, spécialement pour les filles. Il a également amélioré les conditions sanitaires pour la population rurale dans les zones d'intervention.

⁴ Indication contenue dans le rapport de situation du programme en date du 30 septembre 2018.

27. **Derniers rapports sur l'état de la supervision, sur l'examen à mi-parcours et sur le Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO).** Il apparaît, sur la base des indicateurs de performance du FIDA, que les résultats du programme sont assez bons. La note moyenne attribuée à l'efficacité et aux objectifs de développement, à la durabilité et à la reproduction à plus grande échelle, à la gestion du programme ainsi qu'à la gestion financière et à l'exécution est de 4 – plutôt satisfaisante. Une note de 5 – performance louable – a été enregistrée pour un certain nombre d'indicateurs, notamment l'adaptation aux changements climatiques, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, les institutions et les politiques. Au 30 septembre 2018, les taux de décaissement globaux du programme étaient de 69,3% (pour le prêt L-I-876 et le prêt L-I-876-A) et de 73,5% (pour le prêt LE-13). D'après le plan de passation des marchés du programme, le taux de décaissement sera de 85% d'ici la fin 2018. Le décaissement du don ASAP récemment approuvé s'élève à 16,7%, mais il devrait s'accélérer compte tenu des importants investissements en rapport avec la mobilisation de l'eau prévus en 2019. Tous les audits du POSER ont été reçus en temps utile, et ont obtenu une opinion sans réserve. Dans l'ensemble, la performance du POSER est jugée plutôt satisfaisante.

F. Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique

28. Une évaluation fondée sur les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (PESEC), préparée dans la perspective du financement additionnel, a mis en évidence la sensibilité croissante des ressources en eaux souterraines à la salinisation. En ce qui concerne les changements climatiques, l'étude des PESEC a relevé la fréquence croissante de vagues de chaleur, de sécheresses et de fortes précipitations sans précédent dans le pays, et a estimé que le risque du programme était élevé. S'agissant des effets potentiels du programme sur l'environnement et la société, le POSER a été classé dans la catégorie B.
29. En raison de la sensibilité croissante des ressources en eaux souterraines à la salinisation, un système de surveillance de la salinité sera mis en place en collaboration avec l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement, afin de surveiller la situation et de prendre les mesures appropriées pour éviter la contamination des sols. Un système solide de suivi-évaluation sera établi, parallèlement au recrutement de personnel compétent possédant une expérience du suivi-évaluation. En outre, l'appui du programme à l'amélioration des services de conseil agricole permettra d'optimiser l'utilisation des produits agrochimiques, en garantissant une augmentation limitée des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution, en particulier des ressources en eaux souterraines. Les impacts positifs sur les bénéficiaires comprendront un accès amélioré à l'eau pour les petits exploitants, tout au long de l'année, rendu possible par l'appui du programme à la mobilisation et à la gestion de l'eau, limitant ainsi l'impact négatif des précipitations irrégulières que connaît le pays sur les bénéficiaires du programme.

III. Suivi et évaluation

30. La matrice de résultats du programme a été actualisée après l'examen à mi-parcours pour inclure à la fois les indicateurs du POSER et de l'ASAP, ainsi que des objectifs quantitatifs actualisés (la cible relative au nombre de ménages bénéficiaires a été ramenée de 41 000 à 10 957). En outre, les indicateurs du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) ont été intégrés dans le cadre logique du programme. Une nouvelle révision du cadre logique (voir tableau ci-dessous) a été effectuée en septembre 2017 afin de prendre en compte le SGRO du FIDA et de nouveaux indicateurs de base pour la

mesure et la présentation des résultats et de l'impact de tous les projets qu'il finance.

31. Les indicateurs ci-après ont été introduits afin de remplacer les indicateurs spécifiques au programme et/ou les anciens indicateurs du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI).

	<i>Indicateur de base du FIDA</i>	<i>POSER</i>
1.1.2	Terres agricoles où ont été construites/remises en état des infrastructures en rapport avec l'eau	Hectares de terre: 78
1.1.4	Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production, ventilé par sexe	Nombre total de personnes formées aux cultures: 22 442 Nombre total de personnes formées à l'élevage: 2 442
2.1.6	Installations de marché, de transformation ou de stockage construites ou remises en état	Installations de marché construites ou remises en état: 100 Installations de transformation construites ou remises en état: 40
2.2.1	Nouveaux emplois créés, ventilés pour indiquer s'il s'agit d'hommes, de femmes ou de jeunes	Nombre d'emplois créés: 2 213

32. Un système d'information géographique est désormais connecté au système de suivi-évaluation afin de faciliter le regroupement des interventions. Le système sera adapté pour inclure le financement additionnel et ses indicateurs spécifiques, en tenant compte des enseignements tirés lors de l'exécution des activités financées par le prêt initial et par l'ASAP. Il intégrera également d'autres indicateurs du SYGRI (voir le cadre logique actualisé).

IV. Coût et financement du programme

33. Le coût actuel du programme s'élève à 30,6 millions d'USD. Le coût total du financement additionnel est estimé à 6,3 millions d'USD, couvrant 17% du coût total du programme, qui s'élève à 36,9 millions d'USD, y compris les provisions pour imprévus physiques et financiers (voir tableau 1).
34. Les tableaux ci-dessous présentent la ventilation de l'allocation des dépenses par composante et par source de financement, et par catégorie de dépenses.

Tableau 1
Coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composantes	Prêt initial du FIDA*		ASAP		Fonds fiduciaire espagnol		Contribution initiale du gouvernement*		Bénéficiaires de la contribution initiale*		Prêt additionnel du FIDA		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Programme de lutte contre la pauvreté rurale	5 500	23,9	3 220	14,0	4 805	20,9	4 493	19,5	1 105	4,8	3 912	17,0	23 035	62,4
2. Formation, animation et mise en réseau	2 970	42,7	-	-	2 544	36,5	206	3,0	-	-	1 242	17,8	6 961	18,9
3. Appui à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques	-	-	281	85,7	-	-	47	14,3	-	-	-	-	328	0,9
4. Coordination et suivi-évaluation du programme	2 530	38,4	499	7,6	2 155	32,7	283	4,3	-	-	1 117	17,0	6 585	17,8
Total	11 000	29,8	4 000	10,8	9 504	25,8	5 028	13,6	1 105	3,0	6 271	17,0	36 908	100,0

Tableau 2
Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégories	Prêt initial du FIDA*		ASAP		Fonds fiduciaire espagnol		Contribution initiale du gouvernement*		Bénéficiaires de la contribution initiale*		Prêt additionnel du FIDA		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement														
A. Financement des plans régionaux de lutte contre la pauvreté	5 500	34,9	-	-	4 805	30,5	1 767	11,2	1 105	7,0	2 572	16,3	15 750	42,7
B. Équipement et fournitures	-	-	994	29,8	-	-	2 126	63,8	-	-	213	6,4	3 333	9,0
C. Prestations de services:														
Services	2 970	43,1	552	8,0	2 544	36,9	197	2,9	-	-	630	9,1	6 892	18,7
Assistance technique nationale	-	-	21	1,1	-	-	325	18,1	-	-	1 446	80,7	1 792	4,9
Assistance technique internationale	-	-	38	15,2	-	-	41	16,7	-	-	168	68,1	246	0,7
Formation	-	-	80	16,4	-	-	70	14,3	-	-	337	69,3	487	1,3
Sous-total C	2 970	31,5	690	7,3	2 544	27,0	633	6,7	-	-	2 581	27,4	9 418	25,5
D. Travaux	-	-	1 884	85,7	-	-	315	14,3	-	-	-	-	2 198	6,0
Total dépenses d'investissement	8 470	27,6	3 568	11,6	7 349	23,9	4 841	15,8	1 105	3,6	5 366	17,5	30 699	83,2
II. Dépenses récurrentes														
A. Maintenance et fonctionnement	1 424	46,9	70	2,3	1 205	39,6	59	1,9	-	-	282	9,3	3 040	8,2
B. Personnel	1 106	34,9	362	11,4	950	30,0	129	4,1	-	-	622	19,6	3 170	8,6
Total dépenses récurrentes	2 530	40,7	432	7,0	2 155	34,7	188	3,0	-	-	904	14,6	6 210	16,8
Coût total du programme	11 000	29,8	4 000	10,8	9 504	25,8	5 028	13,6	1 105	3,0	6 271	17,0	36 908	100,0

* Ajusté pour prendre en compte les variations des taux de change depuis le moment de l'approbation initiale.

35. Le Fonds fiduciaire espagnol a indiqué souhaiter maintenir le reliquat de ses ressources de cofinancement durant l'exécution des activités couvertes par le financement additionnel jusqu'à la nouvelle date d'achèvement du programme.

V. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

36. **Gestion financière.** Le POSER a été doté des mécanismes adéquats de gestion financière pour garantir que les fonds sont utilisés aux fins prévues. Les modalités de gestion financière du financement additionnel proposé seront alignées sur celles du programme en cours, qui ont été jugées appropriées par les missions de supervision et les audits. Le financement additionnel sera par conséquent géré selon les modalités existantes de gestion financière du programme. À la suite d'un audit réalisé en 2017, le risque lié à la gestion financière du programme, évalué conformément aux directives du FIDA, a été considéré comme moyen.
37. L'unité de coordination du programme (UCP) rendra compte au Gouvernement et au FIDA de l'utilisation des ressources conformément à l'accord de financement. L'unité administrative et financière de l'UCP est chargée de la gestion administrative et financière du programme. Sur le terrain, les gestionnaires et comptables, relevant de chaque CRP, assurent la gestion des fonds mis à disposition au titre du POSER.
38. L'UCP a également pour mission de préparer le programme de travail et budget annuel, ainsi que le plan de passation des marchés du programme. Le manuel de procédures administratives et financières du POSER a été actualisé en vue d'inclure des dispositions spécifiques relatives à l'ASAP; il sera également actualisé pour prendre en compte le financement additionnel.
39. L'UCP conservera la responsabilité de la gestion financière du financement additionnel, sous la supervision du Ministère des finances. Une comptabilité complète sera tenue, conformément aux exigences du FIDA et aux normes comptables internationalement reconnues. Le financement additionnel sera spécifiquement mentionné dans les rapports financiers intermédiaires et les états financiers annuels du programme préparés par l'UCP.
40. **Comptes.** L'UCP est responsable des aspects de la gestion financière, notamment l'élaboration des budgets, la comptabilité, la préparation des demandes de retrait, la supervision des partenaires d'exécution, l'établissement des rapports financiers consolidés et les dispositifs d'audit interne et externe. L'UCP enregistre toutes les transactions du programme dans un progiciel de comptabilité adapté, en appliquant les principes de la comptabilité de caisse énoncés dans les Normes comptables internationales pour le secteur public, et elle établit à intervalles réguliers des rapports financiers dont le modèle de présentation sera arrêté d'un commun accord avec le FIDA.
41. Le financement additionnel sera transféré par le FIDA conformément à ses procédures de décaissement, vers un compte désigné, géré par le Ministère des finances et tenu par une banque de Praia ayant l'agrément du Fonds. Les fonds seront transférés vers le compte opérationnel du POSER en vue de l'exécution du programme.
42. **Audit externe.** Les audits externes annuels des comptes du programme sont effectués par un cabinet d'audit externe conformément aux normes internationales et aux exigences du FIDA. Les rapports d'audit sont transmis au FIDA au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice budgétaire.
43. **Passation des marchés.** La commande et la fourniture de travaux, biens et services devront être conformes aux directives du FIDA en matière de passation des marchés et aux dispositions du manuel de procédures administratives, financières et comptables du programme.

VI. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement du programme

44. Sous réserve de l'approbation du financement additionnel par le Conseil d'administration, l'accord de financement du POSER sera modifié pour tenir compte des fonds additionnels du FIDA. Aucune nouvelle catégorie de dépenses ne sera créée. Ce financement complète le plan de financement initialement approuvé lors de la conception du programme et n'entraîne aucun changement dans la description, les objectifs, la zone d'intervention ou le groupe cible du programme. Les dates d'achèvement et de clôture seront également modifiées pour couvrir les 36 mois supplémentaires.

VII. Instruments et pouvoirs juridiques

45. Un amendement à l'actuel accord de financement entre la République de Cabo Verde et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement additionnel proposé sera consenti au pays bénéficiaire.
46. La République de Cabo Verde est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VIII. Recommandation

48. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Cabo Verde un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à quatre millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (4 500 000 DTS), qui sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Updated Logical Framework Incorporating Additional Financing

Hierarchy of results	Key indicators of performance (* RIMS ** ASAP *** new C.I.)					Means of verification			Risks/ assumptions
	Indicator	Baseline	Midterm	original target	End target	Source	Frequency	Responsible unit	
Outreach	1. Number of households receiving services promoted or supported by the project ¹	0	5272	10957 ⁵	16000 ¹	Baseline survey and evaluation	Completion of POSER and its ASAP comp	UCP	
	2. Estimated corresponding total number of households members ^{6,***}	0	26380	54785 ²⁶	75000 ¹⁷				
	3. Persons receiving services promoted or supported by the project ^{6,***}	0	5272	10957 ⁸	16000 ¹				
	4. Poor smallholder household members supported in coping ^{9,**}	0	4000	6075	8250				
Project Goal Contribute to improving livelihood of rural populations	5. Number of persons provided with targeted support to improve their nutrition ^{***}			2000	2000			UCP	
	6. Index of increase of goods				2.3			UCP	
Development objective: Increased incomes of the rural poor in a resilient manner and sustainable jobs created for the rural poor in the project area	7. Number of households reporting an increase of their revenues ³			0%	80%	Baseline survey and evaluation	Completion of POSER and POSER-C	UCP	Developing solid partnerships with the local private sector
	8. Number of households that have strengthened their resilience to CC	0	800	1215	1650				
Effect 1: PDES are developed in a participatory manner incorporating CC adaptation strategies and used as planning and resource /financing mobilization tool	9. Number of policy dialogues on CC supported ^{**}	0		2	2	Progress reports and evaluation	Twice yearly	UCP/CRP	
Product 1.1: Climate-smart PDES are validated and implemented	10. Individuals engaged in NRM and climate risk management activities@	0		1082	1082				
Effect 2: Socio-economic investments supported by the Project improve the resilience to CC of economic activities and the living conditions of poor households	11. Number of new jobs created@ ^{***}	0	916	2213 ¹	3213 ¹	Progress report	Quarterly	UCP/UT CRP	Microprojects <i>projets structurants</i> are well prepared and their design incorporates predictable climate risks
Product 2.1: Poor households benefit from structuring projects	12. Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated ^{**} @ ^{***}	0	58	78	200	Progress report	Quarterly	UCP/CRP	

1 For AF 25% young men and 50% women out of which 25% are young women

⁵ 50% women and 30% young people

⁶ The average number of household members is calculated in 5 persons (INE, 2010)

⁷ From socio-economic data sheets of households

@ RIDE-Indicators 2018

	13. Number of people trained in practices and technology of production@***			4884	6400	Progress report	Quarterly	UCP	The process of developing and financing collective projects is effective and truly participatory. The beneficiaries provide their contribution and the technical support is of high quality
	14. Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated*@	0		Market facilities 100 Processing facilities 40	Market facilities 100 Processing facilities 40	Progress report	Quarterly	UCP	
Product 2.2: Agricultural water is used more efficiently	15. Plots newly connected to a primary water irrigation system**	160			320	Progress report	Quarterly	UCP/CRP	
Product 2.3: Water infiltration and watershed protection are improved	16. Hectares of land (PLOTS) cultivated under resilient practices **@***	0	600	850	850	Progress Report	Quarterly	UCP/CRP	The MAE delegations provide good technical supervision and the ACDs provide an effective follow-up
Effect 3: Institutional structures and capacity of local actors are strengthened to effectively support rural development initiatives	17. Average Reimbursement Rate of the Community Reinvestment Funds (CRF)⁹	5% ¹⁰			50%	Progress report	Annual	UCP/CRP	Beneficiaries of microproject regularly repay upfront payments received. The level of adherence and confidence of rural populations towards the ACD is upholding
Product 3.1: Operational ACDs are strengthened	18. Number of groups engaged in NRM and CC**	0	350	508	508	Progress report	Quarterly	UCP/CRP	
Product 3.2: The national agro-meteorological network is strengthened	19. Number of newly functional weather stations **	0	4	4	4	Progress report	Twice yearly	UCP/INMG	The INMG ability to monitor station operations and produce regular agro-weather surveys.
	20. Number of farmers using a pluviometer to optimize the agricultural calendar**	0	80	160	160	Progress report and evaluation	Annual	UCP	ANAS competence over the entire water sector.

⁹ Calculation based on available reimbursement plans at the date of the Formulation mission of the Additional Financing

Risks of implementing the additional financed activities and mitigation measures

Risk-Category ^a	Risk ^a	Mitigation-measures ^a	Rating ^a	Original-&-Additional ^a
Political- & governance ^a	[Additional] Delay in defining strategic plans for sustainable development at regional levels ^a	Support to the Government in establishing regional plans.† Showcase of IFAD experience in local development.† Participation in regional consultations. ^a	Low ^a	New ^a
Macroeconomic ^a	High debt levels could limit the Government in engaging with IFAD for co-funding. ^a	IFAD's interventions more focussed on social and economic aspects in order to contribute to the growth objectives of the PEDS ^a	High ^a	New-risk ^a
Technical design of project or programme ^a	[Original] Difficulty in setting up an M&E system capable of assessing programme results and impact quantitatively and qualitatively.† † † Lack of capacity to put into place instruments that contribute to the sustainability of the activities promoted. ^a	The development of a partnership with the National Statistics Institute and the Planning Directorate.† † † Strengthening of an enabling environment to promote income-generating activities through strong government support, partnerships with training centres ^a	High† † † † High ^a	Still-relevant, the M&E system has not sufficiently improved.† Still-relevant in the AF period. ^a
Institutional capacity for implementation and sustainability ^a	[Original] Non-compliance by beneficiaries with the reimbursement of the Community Reinvestment Contract (FRC).† † † [Additional] Lack of human resources / technical and managerial capacity ^a	Support from a service provider, DIB support through IFAD grant to integrate MFIs into the recovery of the FRC.† † † Capacity building of project teams and stakeholders involved.† † International technical assistance. ^a	Medium† † † † † Medium ^a	Still-relevant† † † † † New-risk ^a
Environmental & Social ^a	[Original] Frequent climatic shocks (prolonged droughts).† † † † † † Risk of soil and groundwater salinization ^a	Mobilization of groundwater, wastewater and desalination of seawater for agricultural purposes; Enhancement of hydraulic infrastructure investments; Intensive support for efficient management of agricultural water.† † Alternative to groundwater mobilisation, improve salinity monitoring system ^a	High† † † † † † † High ^a	Still-relevant† † † † † † † Still-relevant ^a
Fiduciary ^a	[Original] The historical disbursement trend analysis of Cabo Verde's project shows moderately unsatisfactory levels of disbursement. ^a	Close follow up by IFAD/ICO in liaison with the Government's technical assistance by delegating additional staff to POSER.† † Stronger support by the PCU in the monitoring and review of CRPs-AWPBs' implementation ^a	Medium ^a	Still-relevant ^a
Fiduciary ^a	[Additional] Delay in the implementation, and procurement process. ^a	Establishment of an action plan for measures to be taken by POSER, 3-months before the start of the AF.† † Mobilize technical assistance in procurement for regular support to PCU. ^a	High ^a	Still-relevant, especially considering the number of different activities in the AF ^a